

Les universités obligées de modifier leurs programmes sous pression extérieure, les entreprises mises en cause font rarement l'objet de soutien de la part de leurs concurrents, ce qui est un tort et une erreur stratégique à moyen terme. Le monde journalistique s'organise mieux, avec des associations comme Reporters sans frontières qui dénoncent toute intimidation et exaction à l'encontre de tout collègue ou organe de presse. L'*open source intelligence* (ou renseignement – au sens large d'investigation – à partir de sources ouvertes) avec des sites comme Bellingcat ou Forbidden Stories y contribuent¹⁶. Mais ce schéma reste rare ailleurs.

En guise de conclusion

Les vingt premières années du ^{xxi}e siècle, et même les dernières années du siècle précédent, ont consacré la supériorité stratégique de l'influence sur la puissance militaire. Au Vietnam, par deux fois en Afghanistan (après les interventions soviétique puis américaine), en Somalie, en Irak ou au Liban, la force brute fut tenue en échec. L'année 2021, avec la double annonce par les États-Unis du retrait afghan, et par la France de la fin de l'opération Barkhane au Sahel, sembla marquer la fin d'une époque. Celle qui avait vu depuis plusieurs décennies des pays majoritairement occidentaux engager des opérations militaires pour parvenir à leurs fins. Partout, la logique expéditionnaire semble montrer ses limites. Souvent, ceux dont la mise hors d'état de nuire avait justifié l'intervention militaire sont revenus tôt ou tard aux portes du pouvoir. Les sociétés que l'on avait voulu reconstruire sur d'autres modèles, et dont on avait souhaité changer le régime par la force, se retournent contre leurs réformateurs étrangers autoproclamés, contrairement à l'Allemagne ou au Japon d'après-guerre.

Si certaines méthodes ont échoué, qui a gagné ? Sans doute les acteurs, États, groupes ou réseaux qui ont choisi d'autres

voies, joué sur le soutien des sociétés, sur des solidarités transnationales¹, sur l'image, l'adhésion ou au contraire la lassitude, le rejet, sur un temps long. Supériorité d'une culture stratégique orientale fondée sur l'action indirecte, le long terme, la ruse et l'évitement du combat, par rapport à une culture occidentale de l'immédiateté, appuyée sur l'engagement direct et massif de la force² ? Avènement d'une modernité de l'action internationale que certains ont comprise mieux que d'autres ?

Chacun, sur l'échiquier mondial, joue avec ses atouts et poursuit ses objectifs, à commencer par la survie. Les démocraties libérales cherchent d'abord à séduire, les régimes autoritaires à déstabiliser, et ceux qui détiennent une ressource spirituelle convoquent l'au-delà. Par petites touches ou par coups d'éclat, on cherche à modifier le rapport de force en sa faveur. Mais le prix de la guerre a augmenté et d'autres méthodes apparaissent plus efficaces. « L'armée française doit perdre en visibilité, tout en espérant gagner en influence », écrivait un quotidien à propos du Sahel³.

Et maintenant ?

À quoi ressembleront les stratégies d'influence des prochaines années ? Certaines chancelleries réfléchissent au sujet, d'autres moins. Premier scénario possible : le retour des sphères d'influence à l'ancienne, l'intervention militaire en moins (ou en moindre, même si son ombre peut continuer de planer, pour des raisons de dissuasion), les composantes culturelle et administrative retrouvées, et la dimension normative et technologique en plus. C'est le schéma des « mondes » (un monde occidental toujours américanisé, des mondes russe ou chinois

retrouvés...), qui emprunterait au modèle du « choc des civilisations » de Samuel Huntington, avec un certain retour du mythe impérial, c'est-à-dire de grands protecteurs ou ordonnanciers de référence, dont le leadership serait accepté et même appelé par des régions entières. Modes de vie ou au moins normes techniques ou industrielles (5G, formats de connectivité, modèles juridiques...), choix politiques et sociétaux s'aligneraient alors, dans une compétition féroce entre grands États pour gagner les zones encore indévisées, et une stratégie de vente au plus offrant de la part des plus petits (le cas de Djibouti a été évoqué), qui retrouveraient là une marge de manœuvre, au prix néanmoins d'une perte d'autonomie. C'est l'influence prédatrice, dans un monde en pénurie de ressources, avec des mises sous tutelle qui ne diraient plus leur nom.

Deuxième perspective : l'apparition de *joint-ventures* étatiques comme autant de nouveaux partenariats stratégiques, dans lesquels différentes puissances s'accorderaient sur une division du travail pour acquérir des bénéfices communs. Turquie et Qatar travaillent ainsi à la construction de réseaux religieux, avec le prestige historique de l'une et les réserves financières de l'autre. De fait, l'expansion de l'influence d'une mouvance articulée dans ses grandes lignes autour des Frères musulmans profite aux deux. Au Mali, comme ailleurs en Afrique et souvent sur les restes de l'influence française (en Centrafrique par exemple), la possibilité d'un duo Chine-Russie apparaît, avec une présence militaire russe (ne serait-ce que par l'intermédiaire de conseillers, ou de sociétés de sécurité privées proches du Kremlin) et des financements chinois pour compenser l'aide que l'Europe (en particulier la France) ne solliciterait plus auprès des organisations internationales, une fois évincée. À la clé : accès aux ressources pour Pékin, retour d'un

statut de puissance mondiale pour Moscou. En Hongrie, le soutien de plus en plus marqué de Viktor Orbán à Vladimir Poutine est également compatible avec son tropisme chinois croissant : adoption rapide du vaccin de Sinopharm dans la crise du Covid (Budapest fut la première capitale européenne à l'inoculer), construction par Pékin d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Budapest et Belgrade attendue pour 2025 (un chantier à 2,1 milliards de dollars), ou installation dans la capitale hongroise d'une antenne de l'Université chinoise de Fudan (financée par la Hongrie, donc par l'Europe), dont les normes devront être suivies par les autres établissements académiques du pays^a. C'est l'influence d'opportunité, qui reprend sur un mode plus contemporain les alliances (secrètes ou publiques) de jadis.

Troisième voie : la multiplication des affrontements entre influences d'État et influences privées, les grands acteurs du secteur privé, devenus pour certains titanesques (à l'image des géants du numérique), refusant désormais toute contrainte légale ou toute discipline dictée par de quelconques impératifs géopolitiques d'État. Le refus par Apple, en 2018, d'aider le FBI à accéder aux données chiffrées de ses iPhones en fut l'un des signaux, comme la condamnation de Google à 220 millions d'euros d'amende en France en 2020^b, ou le bras de fer entre l'Australie et Facebook quelques mois plus tôt^c. Le démantèlement de ces géants en plusieurs sous-groupes est désormais

envisagé aux États-Unis, où ils ont néanmoins des moyens d'influence sans précédent pour se défendre. En Europe, un document de travail de Google a révélé en 2020 l'intention de la firme de vider de sa substance la nouvelle législation numérique envisagée à Bruxelles (le *Digital Service Act*, ou DSA), en ciblant particulièrement le commissaire en charge de son élaboration, Thierry Breton, pour le fragiliser^a. C'est l'influence de conquête, mais une conquête cette fois nécessairement mondiale et mise en œuvre par des acteurs privés que quelques puissances étatiques, réveillées sur le tard, tenteraient *in extremis* de contrer.

Un monde d'influence

Les typologies présentées dans cet ouvrage sont nécessairement imparfaites, car inévitablement évolutives. Les influences par la conviction, la nuisance ou la croyance peuvent bien entendu s'entremêler et donner lieu à des panachages subtils. Les degrés d'ambition développés peuvent varier, tout comme les objectifs finaux, qui peuvent aller de la survie à la conquête, au gré de contextes plus ou moins favorables. On peut viser une influence structurelle d'envergure (comme la Chine avec ses Routes de la soie), à d'autres moments une influence de nuisance pour contrer un rival, ou une influence de niche pour peser dans un secteur plus précis sans nécessairement la relier à un projet global.

Mais trois points méritent d'être retenus, car ils apparaissent de moins en moins contestables devant l'observation régulière

a. Ce projet suscitait néanmoins, au printemps 2021, une large protestation dans le pays, avec des manifestations de plus de 10 000 personnes malgré les restrictions sanitaires.

b. Pour avoir favorisé ses propres services de publicité.

c. La firme de Mark Zuckerberg a bloqué les contenus d'information aux internautes australiens pour s'opposer à un projet de loi visant à imposer aux géants du numérique la rémunération des médias en cas de reprise de leurs contenus dans les fils d'actualité.

a. Le patron de Google, Sundar Pichai, a alors présenté ses excuses au commissaire. En ira-t-il de même longtemps ?

de la politique internationale. En premier lieu, au-delà des batailles pointues pour un marché, pour l'obtention d'une décision ou celle d'un vote, c'est une bataille pour les valeurs qui est engagée entre plusieurs modèles politiques, et qui converge vers une opposition entre démocratie libérale et autoritarisme. Quelle en sera l'issue ? Doit-on estimer qu'une politique d'influence qui ne séduit pas est vouée à l'échec, et qu'alors les stratégies des régimes autoritaires ne l'emporteront pas face au *soft power* démocratique libéral ? Doit-on plutôt s'alarmer de la naïveté des démocraties, surtout européennes, face à la brutalité des méthodes adverses, de plus en plus difficiles à contrecarrer à mesure que le temps passe ? L'avenir le dira. Mais là se trouve l'enjeu de ce tableau d'ensemble – de cette *global picture*, diraient les Anglo-Saxons – de l'influence.

Ensuite, nous sommes entrés pour longtemps dans un monde où les méthodes pour gagner les autres à sa propre cause s'éloignent de la contrainte pure, de la politique de la canonnière sans autre volet plus subtil. Un monde dans lequel il faudra s'interroger en permanence sur le processus qui aura conduit un journal à mettre tel leader en valeur, qui aura décidé un représentant à voter pour tel pays, ne serait-ce que pour organiser un événement sportif d'importance, ou qui aura poussé un diplomate à s'opposer à un texte dans une enceinte multilatérale. Un monde dans lequel l'objectivité désintéressée devient rare, la définition de l'intérêt national en partie déterminée depuis l'extérieur, les mouvements sociaux de moins en moins spontanés et les avis rarement dénués d'arrière-pensées à mesure que les processus d'interaction humaine se sophistiquent, s'accélèrent et se répondent les uns aux autres.

Pourtant – et c'est le dernier point –, pour peu qu'elle soit comprise et encadrée, l'influence n'est pas mauvaise en soi.

Elle n'est pas forcément synonyme de trahison, de compromission, de malhonnêteté. Un plaidoyer pour l'influence s'impose donc, à certaines conditions. Car les batailles d'influence se substituent à la guerre. Mais certes pas à la domination, à la prédation, à l'exploitation. L'influence est une compétition où le meilleur peut l'emporter, mais pas toujours de façon régulière. L'influence prend les peuples à témoin, en appelle aux intérêts bien compris et à l'intelligence de l'autre, mais pas nécessairement en disant la vérité. L'influence oblige celui qui veut l'exercer à démontrer sa compétence, la légitimité de son action, les bienfaits que l'on peut en attendre. Mais il peut, pour ce faire, tromper, maquiller, ou perdre patience et recourir à la force s'il ne parvient pas à convaincre. Il convient donc de s'assurer, par des mécanismes adéquats, que seul le meilleur de la compétition pour l'influence soit préservé. Il convient également de comprendre que tout État (et, au-delà, tout acteur) a le droit à une stratégie d'influence. Telle a toujours été la nature des relations internationales.

L'offre et la demande

Car il ne saurait y avoir d'un côté des influences par nature légitimes, naturelles, acceptables, et de l'autre des « propagandes » forcément biaisées. Un tel raisonnement serait voué à l'échec : sans décrypter certains mécanismes, sans expliquer leur succès, il n'est pas possible de les comprendre, ni *a fortiori* de les combattre. Si Pékin séduit des pays du Sud par son discours ou ses projets, si Vladimir Poutine suscite l'admiration de populations et d'élites, y compris occidentales, par une posture autoritaire et identitaire, si des étudiants arabes, africains ou français voient en Recep Tayyip Erdoğan un leader charismatique régénérateur de

fierté musulmane, c'est parce qu'une demande existe en ce sens, que d'autres offres n'ont pas su satisfaire. Ou parce que d'autres modèles, autrefois plus séduisants, n'opèrent plus.

Dire cela n'autorise nullement un relativisme qui renverrait dos à dos les pratiques démocratiques et celles qui ne le sont pas, les pouvoirs respectueux des droits de l'homme et les systèmes répressifs, les appels au dialogue et les appels à la haine, au nom d'un très hypothétique argument culturel (« C'est l'Histoire et la sociologie qui veulent cela », ou « Ils n'ont jamais été faits pour la démocratie »). Mais force est de constater que pour danser l'influence, il faut être deux : l'influenceur doit susciter l'intérêt et l'adhésion durables de l'influencé. L'influencé, c'est-à-dire aujourd'hui, de plus en plus, l'individu citoyen, est seul arbitre de ce combat de valeurs et d'intérêts⁴. S'il juge que les trolls russes du XXI^e siècle ne sont pas différents par nature de Voice of America ou de Radio Free Europe au XX^e, que les Routes de la soie chinoises valent bien le « consensus de Washington^a » ou que les propositions de l'islam politique offrent une alternative salutaire à un matérialisme plus occidentalisé, c'est que leurs concurrents respectifs doivent améliorer leur message, leur légitimité et la défense argumentée par l'exemple de leurs propres valeurs. C'est que le travail d'influence doit être remis sur le métier, encore et encore. L'agenda de cette réflexion ne fait que s'ouvrir.

a. Accord tacite pour lier les aides financières aux pays en développement à leur observance de « bonnes pratiques » de gouvernance néolibérales, définies par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sous la plume de l'économiste américain John Williamson en 1989, et prônant la dérégulation de l'économie.

Notes bibliographiques

INTRODUCTION

Du choc des puissances aux guerres d'influence

1. House of Commons, Intelligence and Security Committee of Parliament, *Russia*, 21 juillet 2020, p. 15.
2. R. B. Cialdini, *Influence : The Psychology of Persuasion*, Harper Business, 2006. Ou R. B. Cialdini, *Pre-Suasion : A Revolutionary Way to Influence and Persuade*, Random House Business, 2017.
3. J. Mearscheimer, S. Walt, *The Israel Lobby and US Foreign Policy*, Farrar, Straus and Giroux, 2008.
4. B. Badie, *L'Impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard, 2004.
5. H. Bull (dir.), *Intervention in World Politics*, Clarendon Press, 1984.
6. S. Hast, *Spheres of Influence in International Relations : History, Theory and Politics*, Routledge, 2014.
7. Voir P. Keal, *Unspoken Rules and Superpower Dominance*, Palgrave MacMillan, 1983. Keal définit les sphères d'influence comme des « régions dans lesquelles une seule puissance extérieure exerce une influence prédominante, qui limite [...] l'indépendance d'action ».
8. G. Salamé, *Appels d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fayard, 1996.
9. C. P. Kindleberger, *The World in Depression : 1929-1939*, University of California Press, 1973.
10. R. O. Keohane, *After Hegemony. Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press, 1984.
11. S. Strange, *States and Markets*, Pinter, 1988.